

Vietnam? Depuis 10 jours, le gouvernement du Canada a-t-il fait quelque instance auprès de Washington tendant à ce que l'arrêt d'une journée prévu pour maintenant soit prolongé durant des semaines en vue de faciliter des négociations?

**L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur l'Orateur, le gouvernement du Canada a eu dernièrement des entretiens avec les gouvernements engagés au Vietnam. Dans ses propositions fondées sur les accords de Genève en vue d'un désengagement physique dans la zone démilitarisée, il a signalé au gouvernement américain que cette initiative comporterait la cessation des bombardements et de toute action militaire du Sud ou d'ailleurs contre le Nord. Nous n'avons eu aucune réaction du gouvernement des États-Unis au sujet de cette partie de nos suggestions.

**Des voix:** Expliquez-vous.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Monsieur l'Orateur, si le ministre n'était pas reconnu pour sa clarté, je lui demanderais des explications. Je vais lui poser quand même une autre question. Comment a-t-on accueilli l'idée d'étendre la zone neutre? Quand le ministre préconise une trêve, veut-il dire qu'elle devrait avoir lieu à l'intérieur de la zone neutre agrandie?

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien n'a pas proposé que la zone démilitarisée soit agrandie. Cette suggestion vient du gouvernement des États-Unis. Le gouvernement canadien a proposé en premier lieu un dégagement matériel de toutes les parties. Nous avons déclaré que cela devrait inclure les bombardements et toute autre action militaire contre le Vietnam du Nord, qu'elle soit entreprise à partir du Vietnam du Sud ou d'ailleurs.

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Le Vietnam du Nord a-t-il réagi?

**L'hon. M. Martin:** Le commissaire canadien, M. Dier, était à Hanoi, du 31 avril jusqu'au milieu de la semaine dernière. Il s'est entretenu avec des membres de premier plan du gouvernement du Nord et, par suite d'une demande de ce gouvernement, je ne puis communiquer à la Chambre la nature de ces entretiens.

**M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur.  
[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Pouvons-nous conclure de la déclaration du ministre, lors d'une conférence de presse à New York, que les propositions qu'il a faites au nom du gouvernement canadien n'étaient pas entièrement acceptables au gouvernement des États-Unis?

**L'hon. M. Martin:** Je ne crois pas que les quatre propositions aient été entièrement acceptables au gouvernement des États-Unis. Je l'ai déjà laissé entendre dans ma réponse au très honorable représentant tantôt, en disant que la proposition en vue d'un certain dégagement matériel comporterait la cessation des bombardements.

**M. Douglas:** Une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre me dirait-il laquelle des quatre propositions du gouvernement canadien n'était pas acceptable au gouvernement des États-Unis? Ne s'agissait-il que de celle concernant les bombardements ou y en avait-il d'autres?

**L'hon. M. Martin:** Le gouvernement des États-Unis n'a pas précisé laquelle des quatre propositions ne lui agréait pas, mais les deuxième, troisième et quatrième propositions lui seraient acceptables, je pense.

**M. David MacDonald (Prince):** Monsieur l'Orateur, le ministre a indiqué, au cours de la session, que la Division de l'aide extérieure examinait l'opportunité de faire venir des civils vietnamiens au Canada pour leur réadaptation. Nous dira-t-on où en sont les choses à cet égard.

**L'hon. M. Martin:** Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à signaler pour le moment.

**M. MacDonald:** Une question complémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre sait-il quand nous recevrons un rapport? Sauf erreur, la question est à l'étude depuis quelque temps déjà.

**L'hon. M. Martin:** En effet.

## QUESTIONS OUVRIÈRES

QUÉBEC, P.Q.—MISE À PIED DES EMPLOYÉS  
DES GRENIERS-ÉLEVATEURS

A l'appel de l'ordre du jour.

[Français]

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.